



Autorisation MINATD N°000221 du 25 Juillet 2008/ Lettre MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP du 02 août 2012.

COMMUNIQUE DU PRESIDENT MAURICE KAMTO AU SUJET DES AFFRONTLEMENTS MEURTRIERS ENTRE LES COMMUNAUTES MUSGUMS ET ARABES CHOAS DANS LE DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI, REGION DE L'EXTRÊME- NORD

Une crise évitable

Depuis une semaine, le département du Logone et Chari, et plus précisément la commune de Logone Birni, localité paisible où cohabitent plusieurs communautés, est devenu une gigantesque scène de conflit, avec un déferlement de violence qui a causé près de 30 morts et de nombreux blessés.

Ce département se caractérise par la difficulté, notoirement connue, d'accès aux ressources naturelles, laquelle a déjà été par le passé à l'origine des crises aussi meurtrières que celle qui y a cours ces jours.

Néanmoins, cette fois ci, l'irréparable était évitable. En effet, les moyens techniques de communication permettent aujourd'hui d'agir rapidement et efficacement pour contenir des crises prévisibles comme celle que nous vivons dans cette localité de notre pays.

Malheureusement depuis que le conflit actuel qui oppose les communautés musgums et arabes choas autour d'une marre s'est déclenchée, le silence de l'élite RDPC, parti au pouvoir qui excelle dans l'instrumentalisation des antagonismes tribaux et de l'administration, toujours prompt à dénicher et à réprimer avec une brutalité haineuse toute activité du MRC, est criard et suscite des interrogations.

Le Sous-préfet, le Préfet et le Gouverneur territorialement compétents, n'ont pas apporté la solution urgente et adéquate qu'imposait cette situation explosive.

Le MRC dénonce énergiquement cette banalisation de la mort et ce mépris du régime en place à l'endroit du peuple camerounais, et en particulier des populations en conflit. L'arrondissement de Logone Birni se situe à 25 km de la ville de Kousseri ; rien n'empêchait les autorités de mettre en place une force d'interposition et d'interpeler l'élite RDPC, qui tenait tranquillement sa réunion de renouvellement des organes de base de leur parti le même jour où les deux communautés s'entretuaient, pour contribuer à l'apaisement de celles-ci.

A l'évidence, ce qui intéresse ces élites et les autres militants du RDPC ce sont leurs privilèges et autres positions de rente que leur garantit leur militantisme dans ce parti de la prédation.

On se demande bien ce qui peut expliquer la démarche fort tardive du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord face à une situation aussi dramatique ?

Pourquoi avoir convoqué les lamibés de Guidiguis, Mokolo, et Maroua pour un problème de Kousseri alors que des leaders communautaires influents au sein de chacune des parties en conflit sont connus et disponibles ?

L'administration aurait dû se préoccuper des problèmes relatifs à la pêche et à l'agriculture entre les communautés dans le département concerné plutôt que de jouer au sapeur-pompier retardataire et mal inspiré.

On connaît l'adage : gouverner c'est prévoir.

Il est temps que les questions qui sont à la base de cette nouvelle crise entre les deux communautés qui s'affrontent soient traitées en profondeur, sans les manipulations politiques habituelles du parti au pouvoir. Le RDPC et l'administration qui est malheureusement à la remorque de ce parti, doivent cesser d'opposer les communautés entre elles. L'invocation de la PAIX ne doit pas être un cache-sexe de l'incapacité du pouvoir en place à préserver un vivre-ensemble harmonieux entre les populations camerounaises.

Il est impératif de mettre sur pied une Commission qui sera chargée de la mise en œuvre des recommandations qui se dégageront du diagnostic général qu'il est urgent de poser froidement, avec pour seul souci de construire la cohésion sociale.

On constate pour le déplorer qu'une fois de plus, le Gouvernement s'est tenu à l'écart d'un problème national pressant, confirmant ainsi que le sort des populations camerounaises n'est pas sa priorité.

Plus grave, celui qui est censé être le garant de la cohésion nationale, le Président de la République en fonction, officiellement en " court séjour privé en Europe", marque face à ce drame une superbe indifférence.

Cette attitude doit parler aux familles des victimes décédées, à qui le MRC présente ses sincères condoléances, auxquelles je joins les miennes propres, en même temps que nous souhaitons aux blessés un prompt rétablissement. Aux deux communautés livrées à elles-mêmes, nous souhaitons de penser rapidement les plaies de cette crise grave et les exhortons à ouvrir largement leurs bras l'une à l'autre pour semer la paix dans les cœurs des générations actuelles et futures. C'est avec l'ensemble des Camerounais que l'Extrême-Nord pleurent les morts qu'on aurait pu éviter.

Le MRC reste convaincu que quelque soit le différend, le dialogue est la seule solution intelligente. Il exhorte les élites des deux communautés à contribuer à la résolution pacifique et durable de ce conflit en faisant preuve de fraternité, de patriotisme et d'ingéniosité pour faire cesser les affrontements et renouer le fil du dialogue entre les deux parties.

Fait à Yaoundé, le 14 Août 2021

Le Président national

Maurice KAMTO